

Région Nord-Pas-de-Calais

16 ans, toujours Verts

*Bienvenue en Nord-Pas-de-Calais
pour ces 4^{èmes} journées
des conseillers régionaux Verts.*

C'est la première fois qu'elles sont organisées en Nord-Pas-de-Calais, seule Région à ce jour à avoir porté une présidence verte.

Les conseillers régionaux verts du Nord-Pas-de-Calais sont heureux de vous accueillir, de vous faire part de leurs réalisations, de les soumettre à votre regard critique. Ce document revient sur 16 années de présence des Verts au sein du conseil régional. Il retrace les combats, les difficultés et les avancées d'une empreinte verte dans les politiques publiques.

Nous avons le sentiment d'avoir joué au fil des années un rôle important dans la prise en compte des ambitions écologistes, et d'avoir permis à notre Région de franchir des seuils significatifs : en introduisant des éléments de rupture avec une culture de développement

productiviste ; et par toute une série de petits pas, franchis en emmenant les acteurs vers nos modèles.

Pour cela, nous avons dû apprendre à nous faire comprendre, à construire une pédagogie par l'action, à travailler ensemble, à construire nos collectifs et les nécessaires rapports de force.

Quand on écoute les analystes politiques, ils nous disent que les principes d'intervention des Verts (conception des politiques publiques sur une base de concertation, intégration du long terme, transversalité, principe de précaution) imprègnent les politiques, que les Verts se sont intégrés au paysage politique, moins marginalisés, reconnus.

Pour autant, cette reconnaissance ne se traduit pas en termes de vote. Les difficultés auxquelles nous nous heurtons restent importantes. Entre les guerres d'intérêt dans lesquelles nous évoluons, les pratiques locales, les inerties du système, il n'est pas facile d'avancer et de conduire le changement. Sur tous ces sujets, chacune de vos régions a des acquis à faire partager, des échecs à comprendre, des fiertés à revendiquer. La diversité de nos contextes politiques est un plus pour chacun !

C'est de ces difficultés, des moyens de les surmonter, des postures à tenir, des pratiques à intégrer pour optimiser la portée de nos actions que nous sommes venus discuter pour ces deux jours.

Bonnes journées de Lille, et bienvenue chez les Chtis!

L'ÉCOLOGIE
Les Verts 

Sommaire

Toujours verts !	2-3
●	
Plus mobiles, moins polluants, plus cohérents	4-5
●	
Réconcilier les Ch'tis avec la nature et réciproquement	6-7
●	
Citoyens ici, citoyens du monde	8-9
●	
Changer d'économie ou changer l'économie ?	10-11
●	
Oser encore	12-13
●	
Regards croisés interviews de Daniel Percheron, Christian Decocq, Mireille Gest, Nathalie Flautre	14-15
●	
La région en quelques chiffres	16
●	

Édité pour les rencontres des 1 et 2 avril 2008

Directeur de la publication :

Jean François Caron

Coordinateur du projet :

Ludovic Coupin

Comité de rédaction :

Pierre Wolf, Christine Degrugillier, Catherine Blanc, Claire Vaillant

Graphisme :

Jean-Luc Hinsinger/Cicero

Crédit photo : Les Verts Nord-Pas-de-Calais et D.R.

Imprimé sur papier recyclé par l'Artésienne.

Toujours verts !

« *Est-ce bien raisonnable ?* » titre la *Voix du Nord* au lendemain de l'élection de Marie-Christine Blandin à la tête de la Région. Quinze ans plus tard, la même Marie-Christine est interrogée comme « *experte au regard éclairé* » dans un numéro spécial du quotidien consacré à l'urgence environnementale en Nord-Pas-de-Calais.

Entre les deux, les rapports du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) ont sans doute aidé à rendre audible l'appel à une autre forme de développement, mais il est évident que la présence des Verts au sein de l'exécutif régional a changé la donne.

Dans le même temps, l'acculturation à l'exercice du pouvoir a également produit des effets chez les écologistes : les seize ans qui viennent de s'écouler racontent la perpétuelle recherche de l'équilibre entre les exigences militantes et les impératifs de la responsabilité, entre l'ambition du changement et la gestion de sa mise en œuvre. Il s'est agi de quitter la position du pur qui se ne commet pas pour se confronter au réel de la démocratie représentative. « *Mon sentiment*, explique Jean-François Caron, président du groupe des Verts au Conseil régional, *est que sur cette période, nous avons tenu les deux bouts. Tout en assumant nos responsabilités, nous ne sommes pas devenus de simples gestionnaires du système.* »

Premier temps de cette acculturation : 1992.

Profitant du fait que les socialistes ne sont pas en mesure de conserver seuls la Région, les Verts embarquent avec eux et prennent la barre du paquebot pour tâcher d'en modifier le cap. Si cette arrivée surprend tout le monde, elle n'est pas due au hasard. A Dunkerque ou à Lille, les dirigeants socialistes ont appris à connaître et à travailler avec les militants associatifs écologistes. Pierre Mauroy a ainsi fondé avec Pierre Radanne la Maison de la nature et de l'environnement en 1978. Le coup politique ne repose pas sur rien.

Marie-Christine Blandin arrive donc au pouvoir. Dès le début de son mandat, elle forge une expression pour décrire son quotidien et recruter ses futurs collaborateurs : la capacité de survie en milieu hostile. Outre les autres forces politiques_ l'agressivité du FN, l'opposition systématique de la droite et les inconstances de l'allié PS-, l'exécutif vert doit faire face à l'impatience voire l'intransigeance des militants du parti. Le premier mandat des Verts sera donc celui de la survie mais aussi de l'audace (voir l'entretien ci-contre). L'expérimentation TER, la Sem éoliennes, le premier lycée HQE, la création d'une direction de l'environnement, la coopération décentralisée viennent prouver que les Verts peuvent non seulement gérer une Région mais aussi faire entrer dans les faits des projets ambitieux. Pour autant, malgré une légitimité et une popularité personnelle évidente, avec moins de 10 % des suffrages, Marie-Christine Blandin n'est pas en mesure de conserver la présidence en 1998.

Après l'audace et l'innovation, le deuxième mandat s'ouvre sur la négociation avec le PS autour des fondamentaux : les Verts resteront à bord à condition de dépasser l'expérimentation et de faire entrer le développement durable dans le logiciel de l'institution. La négociation avec Michel Delebarre, le futur président, aboutit à la désignation de Jean-François Caron comme deuxième vice-président en charge du développement durable, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Symbole, la première séance plénière du XXI^e siècle voit l'adoption du rapport de Jean-François qui fixe que le Conseil régional soumet « *l'ensemble de ses politiques publiques au regard de cette nouvelle approche.* » Le développement durable devient le cadre général d'intervention de l'institution. L'enjeu est alors de donner corps à cette révolution copernicienne. Sous l'impulsion des Verts, le deuxième mandat est ainsi marqué par l'émergence d'actes politiques structurants

comme l'Agenda 21 régional, la préparation du schéma régional d'aménagement durable du territoire, du schéma régional des transports ou de la trame verte et bleue. Mère de toutes les batailles, le Schéma régional d'aménagement est adopté en 2006. Prospectif, transversal et global, ce document-colonne vertébrale fixe les enjeux et priorités à 10 ans pour le Nord-Pas-de-Calais. Il articule ainsi les différentes politiques auxquelles les Verts sont attachés.

Pour autant, et **le mandat en cours permet de le constater au jour le jour, beaucoup reste à faire.** La révolution paradigmatique a eu lieu, encore faut-il qu'elle change effectivement la vie. Bien sûr, et ce bilan fourmille de preuves du changement, la présence des Verts a durablement infléchi la réalité du Nord-Pas-de-Calais et toute évolution se mesure à une autre échelle que celle de nos existences quotidiennes.

Mais la déclinaison pratique, palpable, efficace des grandes orientations reste un combat titanesque. Face aux inerties, aux habitudes dans et hors de l'institution, face aux intérêts et aux lobbies, face aussi à nos propres faiblesses et difficultés, chaque once de changement est une lutte chronophage et énergivore. 20 kilomètres de vélo-route sont plus longs à arracher que la moindre voie rapide. Il n'empêche, ces 20 kilomètres sont aujourd'hui légitimes, ils n'apparaissent plus comme une lubie d'écologistes en chandail et sandales.

Personne ne doute aujourd'hui au Conseil régional de la légitimité et de la capacité des écologistes à proposer, concevoir et conduire des politiques publiques d'envergure. Mais en même temps, ni les électeurs (malgré une certaine constance, les résultats électoraux restent modestes), ni les autres forces politiques ne voient jusqu'ici d'urgence à donner résolument les moyens aux Verts de négocier le virage écologique que le XXI^e siècle attend. Le combat continue.



Jean-François Caron ●

« Je me souviens qu'on a osé »

Ce mandat est loin d'avoir été de tout repos. Avec le recul, que gardez-vous de ces six ans ?

Finalement ce dont je me souviens d'abord, c'est du soutien des gens. Par exemple, quand nous avons remis en cause le soutien financier aveugle et surdimensionné au football professionnel (cautions d'emprunt), des panneaux « Blandin salope ! » ont fleuri dans les tribunes du stade Bollaert. Nous avons alors sorti les comptes et montré comment tous les autres sports, notamment amateurs (le judo, le hand, le volley, etc.) pâtissaient de l'hégémonie du ballon rond professionnel. La population nous a alors suivis et les élus ont voté le rééquilibrage que nous proposions. Cette façon de pouvoir s'appuyer sur la capacité d'intelligence et la créativité des habitants pour s'affranchir des archaïsmes politiques est une chose qui reste précieuse. Ce fut le cas aussi avec des initiatives comme les Assises de l'emploi ou de la culture. Autre bon souvenir : le travail accompli en matière de solidarité nord/sud et, dans le même esprit, avec les associations de chômeurs ici. Je retiens enfin de ce mandat notre résolution à désamianter tous les lycées, quatre ans avant que le gouvernement ne prononce l'interdiction de l'amiante. A l'époque, l'Académie des sciences estimait que le danger était négligeable. Nous avons formé nous-même une filière de désamiantage qui n'existait pas. Je me souviens des appels d'offre qui spécifiaient le port du scaphandre pour les ouvriers, c'était unique. Quand je vois aujourd'hui les méfaits de ce matériau, je ne peux m'empêcher de penser à tous ceux qui, grâce à nous, n'ont pas été exposés au risque.

L'épisode des lycées fut l'occasion d'une incompréhension entre l'exécutif et les services qui caractérise une bonne partie du mandat.

Oui, c'est vrai. Nous avons demandé une étude prospective qui croisait la poussée démographique, l'état de vulnérabilité des bâtiments en cas d'incendie et la situation au regard de l'amiante. Nous voulions avoir des critères objectifs pour déterminer des priorités en terme de construction et de rénovation. Et bien, les services attendaient de nous des commandes géographiques plus précises. L'institution ne fonctionnait pas selon cette logique de besoin ; les programmations se faisaient plutôt en fonction du poids de tel ou tel élu. Il a fallu beaucoup insister pour arriver à nous faire comprendre. C'est un de mes regrets : nous avons longtemps eu pas mal de difficultés à nous faire comprendre des personnels du Conseil régional. Il faut dire que nous n'avons jamais hésité face au « c'est pas possible, on n'a jamais fait ça, ça ne se fait pas ». Nous avons toujours tenu bon.

Vous évoquez en fait peu de mauvais souvenirs ou de regrets.

Il y a en bien sûr : la violence du FN, l'opposition systématique de la droite classique ou le côté « alliés incertains » du PS. Mais en fait, je me souviens surtout de ce que nous avons entrepris dans toutes les directions : la réduction de 80 % des frais de protocole, la création de la direction de la solidarité nord-sud, la structuration du service de l'environnement, le ramassage des produits dangereux et interdits dans les lycées, l'expérimentation ferroviaire, les éoliennes, les Assises de l'emploi et du travail, le soutien à Germinal... Oui, de cette période, je me souviens qu'on a osé. ●



Marie-Christine Blandin, présidente du Conseil régional de 1992 à 1998

Plus mobiles, moins polluants, plus cohérents

Appelons ça un clin d'œil de l'histoire : alors que le premier mandat s'est ouvert sur le retors feu vert gouvernemental à une autoroute supplémentaire (l'A16), celui que nous vivons aura vu le serpent de mer de l'A1bis, rebaptisé A24, définitivement terrassé par les militants et les citoyens en colère. Entre ces deux dates, l'une des réussites les plus significatives des Verts : l'infléchissement de la politique du Conseil régional en faveur du rail et des alternatives à la route... même si le tropisme routier n'a pas dit son dernier mot.

4

Moins de route, plus d'eau et de rail

L'abandon du projet de doublement de l'autoroute A1, obtenu de haute lutte citoyenne, militante et politique, a sans aucun doute été permis par sa non-inscription au schéma régional des transports (SRT). Ce document stratégique adopté en 2006 se fixe pour objectif d'organiser, d'une part, la mobilité des personnes (dans un territoire où la dynamique et l'extension des aires urbaines intensifient les déplacements) et, d'autre part, la mobilité des marchandises (dans une région où les flux déjà très importants vont s'accroître considérablement dans les années à venir). Acquis majeur, pour satisfaire cet objectif de mobilité, les élus ont voté la priorité aux alternatives à la route. Mieux, ils appellent à une « politique de rupture » pour développer les autres modes de transport et de déplacement.

Le tournant du TER

Décrit dans le SRT comme l'épine dorsale de la mobilité régionale, le TER est l'un des plus beaux bébés des Verts. Certes, avant 1992, les socialistes et les communistes au pouvoir avaient un peu innové en s'autorisant de subventionner l'achat de matériel ferroviaire fabriqué dans la région, mais la vraie rupture date de 1997. La voix prépondé-

rante de la présidente permet alors à la Région de se saisir de la possibilité d'expérimenter la décentralisation des transports régionaux. Alors qu'à cette époque, la SNCF ne pense que TGV et projette sans rire de fermer près de la moitié des liaisons intrarégionales, cette prise de compétence par la Région et la politique volontariste qui est menée contribuent à renverser la donne. La première convention signée avec la SNCF a permis entre 2002 et 2007 une hausse de fréquentation de 30 % avec notamment la mise en place du TER GV (grande vitesse), les opérations TER mer/vert (un aller-retour à la mer ou au vert pour 1 euro par personne), le dédommagement des usagers en cas de retards répétés, l'organisation de comités de lignes qui associent les usagers aux décisions régionales ou des investissements sur les infrastructures et le matériel. Une nouvelle convention (2008-2014) vient d'être signée, elle se fixe pour objectifs de mettre l'usager au centre de l'organisation du TER, d'en faciliter l'accès et d'accentuer l'intermodalité train + transports urbains + vélo.

Transporter les marchandises autrement

Portée par les Verts, la plate-forme multimodale de Dourges a été inaugurée en 2003. Après des débuts difficiles, elle a

trouvé aujourd'hui sa vitesse de croisière et attire les entreprises qui y localisent leur centre de distribution pour le marché nord européen (100 millions de consommateurs dans un rayon de 70 kilomètres). Toujours sur l'eau, même si les Verts soutiennent aujourd'hui sans ambiguïté le canal Seine-Nord (lire ci-contre), la construction de cette infrastructure n'a toujours pas démarré. Certes, le projet est de nouveau dans les chantiers prioritaires européens et la déclaration d'utilité publique est signée mais le temps semble bien long. Un autre chantier s'annonce titanesque : celui des écoports. Depuis la loi de décentralisation de 2004, la Région est propriétaire des ports de Calais et de Boulogne. L'objectif est d'en faire les points d'appui d'une autre façon de transporter les biens. Mais pour obtenir leur desserte par le rail et la voie d'eau et leur labellisation écoports, les Verts auront besoin du soutien déterminé de l'Etat et des élus PS pour faire face au lobbying contraire des industriels... un long combat s'annonce.

Des voies vertes plus difficiles à réaliser qu'une autoroute

Même si le principe d'une véloroute-voie verte semble assez simple et peu coûteux (une circulation d'au moins trois mètres de large en site propre, dans un cadre agréable),



La fabrique d'une alternative

L'expression « l'un des plus beaux bébés des Verts » vous convient-elle à propos des transports ?

Dominique Plancke : Disons que dans ce domaine, notre présence depuis 1992 a effectivement amené le PS à faire des choix entre la route et les transports en commun. Et c'est vrai que ces choix ont été dans le bon sens, même si le débat a parfois été tendu. Je me souviens d'un accrochage très violent avec Daniel Percheron lors de la négociation du schéma régional des transports à propos d'un contournement routier de Lille. Nous étions évidemment contre et le Président ne voyait pas en quoi ce contournement était incompatible avec le choix du rail. Nous avons fini par faire valoir notre point de vue.

Catherine Bourgeois : Même si je crois que notre bilan est bon, je dirais que rien n'est acquis. Quand je vois l'énergie qu'il faut pour convaincre les élus locaux de bâtir un bout de véloroute-voie verte alors que ça ne leur coûte presque rien, je me dis que les résistances sont encore fortes. Je mène un travail de dentellière... ce qui fait cher du kilomètre, si vous me permettez l'expression. Je mesure aussi l'étendue de la tâche qui nous attend sur les éco-ports. Leur connexion avec le rail et les voies d'eau va coûter extrêmement cher. Nous avons besoin de mobiliser l'Europe, l'Etat et de le faire d'une seule voix. Même situation en ce qui concerne l'agenda 21 et la problématique déchets dans les ports : les industriels, les transporteurs et les compagnies maritimes freinent des

quatre fer et brandissent l'argument des délocalisations face aux nouvelles pratiques qui doivent émerger. Nous aurons besoin d'une forte unité politique pour rendre l'activité portuaire moins polluante. Il va nous falloir déployer beaucoup, beaucoup d'énergie.

Il n'y a pas que vos partenaires politiques qu'il a fallu convaincre

D.P. : C'est vrai qu'en lançant un projet comme la plate-forme multimodale de Dourges ou en soutenant le canal Seine-Nord, on se demande toujours si le risque n'est pas de mettre de l'huile dans les rouages du capitalisme. Plus de containers sur l'eau, c'est aussi plus de mondialisation, plus de consommation, plus d'ouvriers asiatiques sous-payés... bref autant de choses qui s'opposent à notre philosophie de la sobriété.

Ces doutes, ces interrogations ont existé et c'est d'ailleurs pas plus mal de s'interroger sur le sens de son action. Mais je vous rassure, les plus belles résistances ne sont pas chez les Verts. Je vous présenterai quelques ingénieurs des Ponts et chaussées si vous voulez. ●



Catherine Bourgeois,
conseillère régionale



Dominique Plancke,
conseiller régional,
président de la
commission
« Transports et
infrastructures »



même si c'est une politique européenne, même si le coût des travaux est presque entièrement pris en charge, la réalisation d'un vrai réseau permettant la circulation de tous les usagers non-motorisés est un véritable casse-tête. Les maires, et parfois les conseillers généraux, montrent bien peu d'entrain voire une franche incompréhension. Il faudra dix ans pour réaliser l'objectif d'une véloroute-voie verte le long du littoral.

Des regrets et des projets

Au chapitre des regrets, celui exprimé par Dominique Plancke d'avoir laissé le capital-image du train se dégrader lors de l'épisode de la boucle d'essai ferroviaire. Mal présentée, mal vendue, peu lisible, cette nouvelle infrastructure a été repoussée à coup de manif et de pétitions d'un coin à l'autre de la région. Les Verts auraient dû s'impliquer afin qu'un vrai débat public précède les annonces et aboutisse à autre chose qu'un repli en rase campagne. Autre regret : celui d'avoir cédé à la technostructure sur le syndicat mixte intermodal des transports. Pour unifier la tarification et faciliter les déplacements d'un bout à l'autre de la région, les Verts avaient mis en place une association régionale des autorités organisatrices des transports. Sous l'impulsion des socialistes, l'idée d'un syndicat mixte, « plus sérieux », a germé. L'ensemble est aujourd'hui bloqué en préfecture pour d'obscures raisons administratives. C'est donc l'un des projets que les élus verts veulent voir aboutir avant la fin du mandat comme un tram-train régional ou un véritable « service global » de mobilité alternatif à la route (auto-partage ou transport à la demande pour les usagers en bout d'urbanisation). ●

Mai 2003 Adoption de l'Agenda 21 régional	Mars 2003 Première vague des 13 Comités de lignes	5 décembre 2003 Inauguration Plateforme multi-modale de Dourges	2005 Signature de la charte des comités de lignes	17 novembre 2005 Schéma régional vélos routes et voies vertes adopté par le ministère	22 novembre 2006 Adoption du SRADT après 3 ans de concertations Adoption du SRT sans le volet routier	29 mars 2007 Le CPER acte la réalisation du canal Seine-Nord	Novembre 2007 Le préfet renonce à l'A24	Printemps 2008 28 km de voie verte dans l'Avesnois
---	---	---	---	---	--	--	---	--

Réconcilier les Ch'tis avec la nature et réciproquement

D'abord novateurs et partisans de l'expérimentation, les Verts sont confrontés dès le deuxième mandat à la question de la généralisation des acquis. Comment changer d'échelle ? Comment inscrire la préservation et la réparation des espaces naturels dans une logique telle que chacun – particuliers, élus, industriels – ressent l'ardent intérêt de s'y inscrire ? La réponse passe par l'agenda 21 régional adopté en 2003, par la trame verte et bleue et par le plan climat, eux-mêmes inscrits dans le schéma régional d'aménagement durable du territoire. Mais ces actes politiques structurants et prospectifs peinent encore à produire le changement attendu.

6



Une politique de pionniers

Avec la naissance d'une véritable direction de l'environnement, de l'énergie et des déchets, les Verts se donnent, dès le premier mandat (1992-1998), les moyens d'agir pour la sauvegarde d'une nature particulièrement dégradée par deux révolutions industrielles et deux guerres mondiales. La tâche est vaste et les innovations et expérimentations multiples : création de trois réserves naturelles, mise en place de corridors biologiques, création de nouveaux contrats de rivières, construction des premiers lycées HQE (haute qualité environnementale), développement de l'éducation à la nature, construction d'une centrale éolienne, développement de la cogénération, traitement de 4 500 hectares de friches industrielles polluées et constitution d'un savoir-faire reconnu en la matière. Malgré l'énergie déployée, les autres collectivités territoriales restent globalement spectatrices et n'investissent pas à leur tour ce nouveau champ d'intervention. L'inertie à différents niveaux de l'Etat comme la résistance ou l'indifférence des industriels sont autant de freins à la généralisation de l'inflexion proposée. Le braconnage perdure dans les réserves, le plan boisement piétine, le morcellement et l'urbanisation galopent, les incinérateurs continuent de tourner faute de valorisation et de réduction des volumes de déchets, les surfaces cultivées en agriculture biologique ne décollent pas.



Changer d'échelle

La réalité de plus en plus incontestable du changement climatique et la prise de conscience des pressions critiques subies par la biosphère figurent sûrement parmi les facteurs qui permettent aux Verts de passer de cette phase d'expérimentation à la construction d'outils de généralisation. Au cours du second mandat, avec l'adoption de l'agenda 21 régional, la conceptualisation de la trame verte et bleue et du plan climat régional, les plans de la bataille sont dressés, le projet et les ressorts de sa mise en œuvre clairement exposés. Spécificité du Nord-Pas-de-Calais, la pollution d'héritage est appréhendée au travers du programme santé environnement qui permet de lancer études et analyses autour des friches industrielles afin de faire émerger les situations critiques et de fournir des informations fiables aux élus et acteurs locaux.



26 avril 1986

Catastrophe de Tchernobyl

1992

1^{er} accueil d'enfants contaminés par la catastrophe de Tchernobyl

1994

Création de SAEM « Eoliennes Nord-Pas-de-Calais »

1996

Première centrale éolienne française à Mardyck (9 éoliennes)

2000

Création du CERDD, centre de ressource du DD

2001

Création du Centre de Développement des Eco-Entreprises (CD2E)

Recréer le lien affectif entre l'homme et la nature

Comment percevez-vous cette relative lenteur dans l'application des politiques votées alors que l'urgence écologique ne fait que croître ?

Emmanuel Cau : Dès 1992, sous la vice-présidence d'Alain Trédez, nous avons démontré notre capacité à développer, à innover et à expérimenter, le tout avec un budget plutôt modeste. Puis, nous avons doté cette région d'outils stratégiques pour négocier le virage écologique. Il n'empêche que les choses ne vont pas assez vite. Cependant, nous n'avons pas les moyens d'imposer le changement. La question est donc de créer une dynamique qui amène chacun, des collectivités territoriales aux individus, à agir. Je pense qu'il faut permettre aux citoyens de s'appropriier les questions écologiques. Aujourd'hui quand on parle d'environnement, on évoque d'abord le climat, mais aussi les déchets, la pollution... autant de sujets qui semblent soit hors de portée, soit très techniques. Il faut proposer ce qu'on pourrait appeler des totems, des choses qui parlent à l'imaginaire et qui, en



même temps, peuplent notre quotidien. Nous allons ainsi lancer un plan forêt dont l'objectif est de doubler la superficie boisée en 30 ans. En terme de priorité, d'un strict point de vue naturaliste, les zones humides seraient sans doute prioritaires. Mais fréquenter et admirer la faune et la flore de ces espaces relève déjà d'une prédisposition à l'environnement, un peu comme d'aller au musée. La forêt est en revanche accessible à tous, appréciée de tous. Je pense qu'agir pour que chacun dispose d'un espace de nature de ce type plus près de chez lui aura un effet d'entraînement. La réintroduction d'espèces fait partie de la même logique : il faut rétablir un lien affectif entre l'homme et la nature.

Et que faire des espaces, comme les friches industrielles, où ce lien est rompu voir perverti ?

Michel Autès : Parce que ça touche directement les gens ! Mettre en évidence qu'à seulement quelques kilomètres d'écart les taux d'incidence des cancers passent parfois du

simple au double, sans aucune explication rationnelle, pose obligatoirement la question du lien entre l'environnement et la santé. ? Depuis 2004, le Conseil régional copilote donc avec l'Etat le Plan régional des actions en santé environnement. Il s'agit d'aider les associations à mener des actions pour évaluer, mesurer les risques, mettre en place, avec les autorités locales, des mesures d'informations et de prévention. Notre devoir, en effet, et c'est le sens du programme régional de recherche en santé – environnement que nous avons également initié, est de faire émerger l'information. Nous sommes là pour lancer les études, financer les analyses afin de briser les omerta qui existent, nourrir le débat sur les conséquences des différentes pollutions sur la santé et prendre les décisions politiques qui s'imposent. Nous avons en quelque sorte un devoir d'alerte. ●



Emmanuel Cau, vice-président chargé du développement durable et de l'environnement



Michel Autès, vice-président chargé de la prévention et de la santé



Des regrets et des projets

À un peu plus de la moitié du mandat, force est de reconnaître la difficulté à mettre en œuvre cet agenda 21 régional, en particulier dans les lycées. La construction HQE est loin des objectifs fixés (100 % des lycées, 70 % des collèges, 30 % des logements sociaux et 5 % des bureaux et logements privés), y compris dans les nombreux programmes Anru. Des avancées existent cependant avec la signature prochaine d'une charte de coopération Etat-Conseil régional-Ademe pour la mise en œuvre du plan climat et de l'objectif « facteur 4 ». La trame verte et bleue connaît ses premières concrétisations : des corridors biologiques sont en place et de plus en plus de collectivités territoriales s'approprient le dispositif. La signature de la charte de Florence pour une Région sans OGM est également un acquis important. D'ici la fin du mandat, les Verts souhaitent voir les dossiers en cours progresser et notamment promouvoir un plan solaire ambitieux, poursuivre la trame verte et bleue, généraliser la HQE sur les bâtiments construits avec de l'argent public et – vaste programme – verdier l'institution régionale. ●

2003

scandale de Metaleurop (Glencore abandonne brutalement un site extrêmement pollué)

2004

Adoption de l'agenda 21 de la Région, le premier de France

2006

Le CERDD devient un GIP

2007

Plénière Schéma régional de Trame verte et bleue – prise de compétence RNR

Juillet 2007

Cofinancement du vaccin contre la bilharziose

2008

Boisement de 15 ha à Croisilles pour compenser les émissions de GES des déplacements à l'international des élus régionaux

Citoyens ici, citoyens du monde

Amorcée dès l'arrivée des Verts, la politique de coopération décentralisée a d'abord suscité des froncements de sourcils parmi les ambassadeurs de la République. Une Région (Diantre, la province !) s'appropriait en effet pleinement la possibilité offerte par la loi dite ATR d'entretenir des relations internationales, de collectivité à collectivité. Le Nord-Pas-de-Calais est aujourd'hui une référence en matière de coopération nord-sud. Mais les Verts ne se sont pas contentés « d'agir global » : l'exigence de démocratie locale et de participation est aussi l'un des traits forts de leur présence au pouvoir depuis 16 ans.

8

Réduire la fracture planétaire

Réduire la fracture planétaire, contrebalancer l'inégalité des rapports nord/sud : l'ambition initiale est simple et toujours d'actualité. Sa mise en œuvre en 1992 nécessite de sortir à la fois d'une gestion type jumelage, menée jusque-là de façon assez discrétionnaire, et de la tentation de voir dans les échanges internationaux une possibilité de nouveaux marchés pour les entreprises régionales. Une commission thématique est donc installée qui débouche, après divers aléas, sur la création d'un service « relations et solidarité internationales ». Plusieurs principes forts sont posés : coopération égalitaire, responsable et sobre, 1 % nord/sud, répartition des dépenses 80 % projet-20 % ingénierie. Des accords sont scellés avec des Régions ou Provinces du Mali, du Sénégal, du Viêt-Nam et de Pologne. Depuis, certaines coopérations ont évolué ou ont été arrêtées : la Pologne, qui a intégré l'Union européenne, et le

Rendre la région plus participative

La coopération décentralisée est une politique typiquement verte. Quelle est pour vous la plus belle réussite ?

Ginette Verbrugge : Je crois que j'ai un faible pour la déclinaison « Devenons citoyens de la planète ». C'est un bonheur intense que de voir revenir des jeunes après avoir mené un projet coopératif. Ils reviennent changés. Certains repartent dans leurs études, d'autres relativisent leur propre situation et passent un cap. Cette application très concrète et très humaine de notre action politique est une source d'énergie.

La fin du partenariat avec le Viêt-Nam a été, on l'imagine, moins réjouissant.

Oui, ça a été compliqué. Généralement, les institutions laissent mourir les choses discrètement en cas de désaccord. Ce n'est pas notre vision des choses : nos homologues vietnamiens nous prenaient un peu pour un guichet et nous présentaient tel projet de rond-point, tel contournement routier à financer, ce qui ne correspond pas à l'esprit de la coopération telle que nous l'entendons. Par ailleurs, il faut bien reconnaître que la situation des droits de l'homme ne s'était pas améliorée comme nous l'espérions. Il fallait en tirer les conséquences.

Autre élément fondamentalement vert : la démocratie participative. Quel est le sens de la mission qui vient de vous être confiée par le président du Conseil régional, dans le cadre du schéma directeur d'aménagement durable du territoire ?

Myriam Cau : En deux mots : rendre la Région plus participative. Tout le monde déplore le côté nimby (not in my backyard) de plus

en plus marqué de nos concitoyens. Alors, on peut accuser l'égoïsme ambiant et le repli, on peut aussi se dire qu'on n'a pas trouvé les bons outils, les bonnes pratiques pour susciter l'adhésion ou au moins la compréhension des arbitrages. Mon premier travail sera d'établir un état des lieux qualitatif de ce qui existe dans la région : les comités de ligne, les fonds de participation et d'innovation sociale par exemple. Le but ultime étant que toutes les politiques menées par le Conseil régional intègrent ce nouveau mode de gouvernance. L'expertise citoyenne est une chance pour qualifier les politiques publiques. Dans le domaine de la formation professionnelle, la relance d'un comité des usagers est une priorité : nous sommes sur une compétence obligatoire de la Région et plus gros budget. On peut aussi imaginer, comme en Poitou-Charente, la création d'un budget participatif des lycées, dont l'usage serait décidé par la communauté éducative (élèves, parents, profs...). Il faut aussi réfléchir à un outil de type « commission régionale du débat public » qui aurait sûrement été utile dans un épisode comme celui de la boucle d'essai ferroviaire... repoussée à coup de pétitions par tous les habitants concernés. Le goût du débat n'est jamais loin, avec des méthodes adaptées, on peut générer de la valeur ajoutée, du lien social, des réponses au plus près de l'intérêt général. ●



Ginette Verbrugge, Vice-présidente chargée des relations internationales, des partenariats associatifs et de l'économie solidaire



Myriam Cau, conseillère régionale

1993

Première coopération décentralisée avec le Viet-Nam

1994

Ouverture de la coopération décentralisée avec le Mali

23 août 1996

Évacuation des Sans Papiers de l'église Saint-Bernard à Paris

1997

Coopération avec la région de Saint-Louis au Sénégal

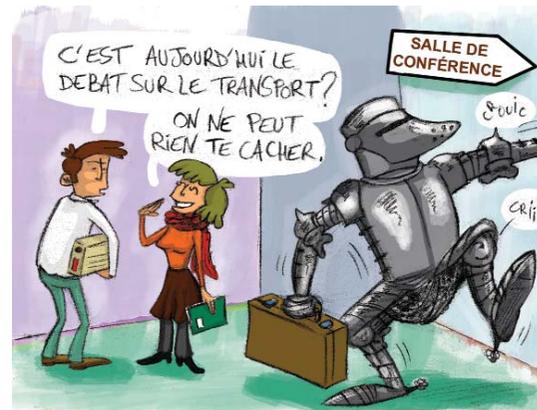
13 octobre 1999

Loi sur le PACS / soutien régulier aux associations de lutte contre toutes formes de discriminations (y compris sur les orientations sexuelles)



Viêt-Nam pour divergence sur le sens même de la coopération. D'autres partenariats ont été lancés avec le Maroc et récemment Madagascar. Dans la région, le programme « Devenons citoyens de la planète » soutient les jeunes de 16 à 25 ans dans leur projet de solidarité internationale, l'éducation au développement fait l'objet d'actions suivies et le commerce équitable est soutenu avec constance (le nombre de boutiques équitables a été multiplié par 4 en 16 ans). Les échanges avec les territoires situés hors des accords de coopération sont aussi accompagnés : dispositif Sisa (solidaires ici, solidaires ailleurs) d'aide aux projets, soutien aux associations d'accueil des enfants victimes de Tchernobyl, financement et aide à la recherche des sommes nécessaires à la fabrication d'un vaccin contre la bilharziose, qui touche les enfants africains.

En 2005, patience et longueur de temps : la mise en œuvre, compliquée, du 1 % nord/sud trouve un nouveau souffle, toutes les politiques thématiques régionales y contribueront à hauteur de 1 % de leur budget. Face à ces acquis, les Verts souhaitent aujourd'hui travailler dans deux directions : affiner les indicateurs de suivi des actions engagées – même si plusieurs rapports indépendants soulignent que les objectifs visés sont atteints – et réorienter la coopération en prenant en compte l'impact des changements climatiques.



Une autre démocratie est possible

Dans le même temps, en seize ans, les Verts ont mis en œuvre leur ambition d'un autre fonctionnement de la démocratie et élaboré des politiques visant à la reconnaissance des acteurs de la société civile. Issu des Assises pour l'emploi (1995), le fond régional d'innovation sociale a permis de faire émerger les associations de chômeurs comme interlocuteurs pleinement légitimes. Dix ans plus tard, la charte d'engagements réciproques, même avec les résistances manifestées dans les services, donne de l'air aux associations asphyxiées dans la perpétuelle course au financement : sur la base d'un projet, la Région peut contractualiser son engagement sur 3 ans. Le fond de participation des habitants continue de permettre la création de microprojets et, partant, d'encourager la naissance de collectifs. L'opération « Nos Quartiers d'été » a pris, à l'arrivée des Verts, une nouvelle dimension : d'un simple divertissement

proposé aux habitants des quartiers défavorisés, cette opération est devenue une vraie caisse de résonance pour les projets des associations locales. La fête a lieu l'été, mais c'est tout au long de l'année que les projets sont préparés. Enfin, comme le conservatisme n'est pas encore une valeur verte, une nouvelle mission vient de voir le jour, destinée, on le lira ci-contre, à trouver de nouvelles façons d'impulser l'émergence d'une démocratie réellement participative. ●

23 février 2002
Enlèvement
d'Ingrid Betancourt

5 novembre 2002
Fermeture de
Sangatte

2004
Décision
d'implanter
le Louvre 2
à Lens

2005-2006
Ouverture de
coopérations
décentralisées
avec le Maroc et
Madagascar

23 février 2006
Ingrid Betancourt :
citoyenne d'honneur
de la Région



2009
20^e édition de Nos
Quartiers d'Été

C hanger d'économie ou changer l'économie ?

Ça ressemble à un jeu de mot et c'est pourtant un résumé efficace de la dialectique verte dans ce domaine. De la création de la caisse solidaire à la mission sur les finalités de l'intervention publique dans l'économie... mettre l'homme au cœur de l'économie est sans aucun doute le chantier politique le plus compliqué auquel les Verts se soient attaqués. Ils sont d'ailleurs les seuls à conserver ce courage et cette ambition, même si la tâche est ardue. Bilan sans concession et stimulantes perspectives.

10



Deux actes forts marquent le premier mandat

Les Assises pour l'emploi et le travail ont d'abord été l'occasion d'un formidable décloisonnement. Débats, réflexions, rencontres... avant les lois Aubry, elles ont entre autre permis la mise en place d'accords de réduction et d'aménagement du temps de travail négociés. Les assises ont également défriché le champ des emplois de proximité et posé les bases d'une politique régionale de développement de ces activités. L'autre acte fort fut la création de la Caisse solidaire en 1997. Il s'agit alors de prolonger et de donner une nouvelle dimension au travail des Cigales (Clubs d'investisseurs locaux au service du développement d'entreprises solidaires) : en levant une épargne locale, via un livret rétribué à 2 %

maximum, la Caisse effectue un travail de micro-financement auprès de créateurs exclus du système bancaire classique. Bien que plus de 1 500 emplois aient été créés, la Caisse s'est révélée perpétuellement déficitaire, prise en tenaille entre ses strictes obligations bancaires et le travail structurellement non rentable de sélection et d'accompagnement des créateurs. Son adossement au Crédit coopératif (les mauvaises langues parlent de phagocytage) marque un certain échec des espoirs mis en elle.

Nouvel élan, nouvelles perspectives

Au cours du second mandat, les Verts obtiennent la création d'un nouvel outil pour promouvoir une autre économie : le



21 décembre 1990

Fermeture du dernier puit de mines en activité dans le NPdC (Fosse 9 de Oignies)

1993

Film *Germinal*

1995

Les assises pour l'emploi et le travail en région

1996

Politique nouvelles activités, nouveaux services

1997

Création de la Caisse Solidaire

Miser sur l'intelligence collective

Pour la petite histoire politique, la mission sur les finalités de l'intervention publique dans l'économie vous a un peu été confiée comme un défi, en réponse à vos critiques sur le classicisme du schéma régional de développement économique.

Jean François Caron : Disons que lors de son élaboration, mes collègues PS ont bien entendu que nous trouvions le schéma qu'ils nous proposaient pas très différent de ce que pourrait produire une CCI. Il comportait certes des dispositifs destinés à limiter les effets pervers de l'économie mais rien pour tenter d'en changer le fonctionnement, comme si on ne pouvait pas se poser la question du sens de l'activité économique. D'où, en effet en réponse à nos questions, cette proposition de mission d'enquête, qui nous a mis en quelque sorte au pied du mur... et c'est pour le mieux.

Vous avez le sentiment que le travail porte ses fruits ?

C'est une chose de souhaiter mettre l'homme au cœur de l'économie, c'en est une autre de décliner ce programme en politique publique régionale. J'ai pourtant l'impression que nous progressons. En résumé, pour rendre l'économie plus humaine et plus durable, ce que nous devons aider, c'est la transmission de connaissances et de savoir-faire qui vont permettre de conjuguer *faire des affaires*,

produire des biens et produire du bien commun.

Prenons un exemple : l'isolation des toits. Se contenter de dire : c'est vital pour lutter contre le réchauffement climatique ne sert à rien. De l'autre côté, proposer un prêt à taux zéro aux particuliers ne suffit pas non plus, puisque le dispositif existe et qu'il est peu utilisé (Isolto). Il faut créer les conditions pour que ce soit simple et évident pour un particulier de faire isoler son toit, parce qu'un artisan ou un responsable de PME au courant des aides possibles, et donc du marché qui s'ouvre, sera venu lui proposer de faire des économies de chauffage et de lutter contre l'effet de serre. Le Conseil régional a donc tout intérêt à financer non pas l'achat de matériel adapté pour quelques centaines de couvreurs, mais la circulation voire la création de l'information afin d'aider les bonnes personnes à se rencontrer au bon moment. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le quatrième facteur nécessaire à l'activité, après la terre, le travail et le capital : l'agencement des acteurs, l'économie de la connaissance, l'intelligence collective. C'est en actionnant ce levier que nous pourrions encourager la réintégration des biens communs (ici la préservation du climat) dans le calcul économique. Evidemment, c'est moins simple que d'ouvrir un guichet et de laisser les entreprises venir à la pêche.

Est-ce à dire que le soutien à l'économie sociale et solidaire n'est plus d'actualité ?

Florence Lecocq : Non, l'économie sociale et solidaire représente des milliers d'emplois et des champs d'activités qui doivent être encouragés et soutenus parce que tout ne peut pas être marchand ou que certains secteurs sont encore trop fragiles. Mais je crois cependant que nous avons collectivement fait fausse route en sortant le Plan régional de développement de l'économie sociale et solidaire des attributions du vice-président PS au développement économique. C'était un choix politique : nous craignons que l'économie sociale et solidaire ne soit délaissée. En réalité, je crois que cela a contribué à l'enfermer dans sa niche. Elle vient d'être réintégrée au schéma régional de développement économique. On apprend en avançant.

Là où nous avançons, c'est dans le domaine de la formation professionnelle. Des modules de sensibilisation au développement durable ont été intégrés ou sont en passe de l'être à la majorité des formations financées par la Région. ●



J.-F. Caron, président du groupe des Verts au Conseil régional



Florence Lecocq, présidente de la commission Formation professionnelle et apprentissage

plan régional de développement de l'économie sociale et solidaire, qui représente alors environ 100 000 salariés dans la région. Malgré les efforts de ses promoteurs, ce plan ne parvient pas à remplir ses objectifs. Après quelques années de mise en œuvre, plusieurs élus verts évoquent à son propos un système complexe et peu lisible fait de multiples structures d'accompagnement et de trop peu de projets concrets de création d'activité. C'est finalement moins l'outil lui-même qui est mis en cause que le champ trop étroit d'intervention retenu.

La mission d'enquête confiée à Jean-François Caron sur les finalités de l'intervention publique dans l'économie permet depuis presque deux ans un travail d'aggiornamento extrêmement riche. Décidée à l'occasion de la discussion du schéma régional de développement économique, cette mission réunit l'ensemble des acteurs économiques, accompagnés de chercheurs et de membres du monde associatif. (lire ci-contre) Il s'agit de définir comment et sous quels critères les aides de la Région doivent être attribuées afin que le développement économique ne se fasse pas contre la société et la nature. En un mot, comment une politique d'aide publique peut-elle constituer l'amorce d'un cercle vertueux ?

De nombreux rapports, et notamment les analyses émanant de la Cour des comptes, soulignent l'inefficacité voire la contre-productivité des aides directes aux entreprises. Ces aides sont en général captées par les « bons élèves », rompus au système, au détriment des entreprises qui en auraient vraiment besoin. La mission s'intéresse donc à une nouvelle philosophie d'intervention qui permette de dépasser effets d'aubaines et logique de guichets pour réintroduire les *biens communs*, comme la qualité de l'air ou l'égalité homme-femme, dans le calcul de la valeur ajoutée. ●

13 juin 1998

Adoption de la loi sur les 35 heures

27 mars 2000

Création du 1^{er} secrétariat d'État à l'ESS (Guy Hascoët)

1^{er} janvier 2002

L'euro remplace le franc pour tout le monde

2003

PRDESS programme régional de développement de l'économie sociale et solidaire

Octobre 2005

Vote du SRDE schéma régional de développement économique

2006

Lancement de la monnaie solidaire SOL

Février 2007

Lancement mission d'enquête « finalités de l'intervention publique en économie »

Oser encore

« *Je me souviens qu'on a osé* » explique Marie-Christine Blandin à propos du premier mandat. L'aptitude doit manifestement être dans les gènes verts puisque de la politique culturelle en passant par les maisons de santé et l'accueil des réfugiés à Sangatte, les élus continuent de repousser les limites.

Germinal, la participation à la rénovation des Musées des Beaux-Arts de Lille, Douai, Tourcoing et Valenciennes ainsi qu'au lancement de la Piscine de Roubaix, la part prise dans la rénovation de la fosse 11/19 à Loos-en-Gohelle et, au-delà, au développement d'une dynamique culturelle dans le bassin minier, les Assises de la culture... lors du premier mandat, les Verts se sont attachés à mettre en œuvre leur programme : permettre aux citoyens d'inventer des constructions poétiques, contradictoires et prospectives du monde. A partir de 2004, les élus verts souhaitent rééquilibrer le partage des moyens entre grandes institutions

(Orchestre national de Lille, Opéra de Lille,...) et structures plus modestes d'un part, et entre territoires régionaux d'autre part. C'est l'objet d'un vigoureux bras de fer avec l'exécutif dont les Verts sortent plutôt victorieux : outre la mise en place d'un groupe de travail sur les politiques culturelles, un fond d'aide pour les compagnies et groupes associatifs a été installé et le nombre de structures conventionnées a significativement augmenté. « *Aujourd'hui, les nouveaux acteurs, les projets émergents ont une chance d'être soutenus, explique Myriam Cau, conseillère régionale, y compris dans le domaine des arts plastiques et des musiques actuelles, totalement délaissés jusque là. Des efforts de lisibilité des politiques culturelles, d'équité à l'égard des acteurs culturels indépendants et des territoires restent à poursuivre. Je dois cependant reconnaître une vraie et franche coopération avec la vice-présidente socialiste chargée de la culture.* »



D'une politique de soin à une politique de santé

La complexité et la lourdeur du système de soin n'ont pas encouragé les initiatives marquantes. Outre les assises de la santé en 1997, le soutien constant aux politiques de prévention et un diagnostic avisé des maux du système, le bilan des Verts était jusqu'en 2007 assez succinct.

La loi de décentralisation de 2004 a ouvert pour les régions la possibilité expérimentale de siéger au sein de l'agence régionale d'hospitalisation. Sous l'impulsion des Verts, le Nord-Pas-de-Calais a saisi l'occasion : une convention unique en France a été signée, elle acte l'entrée de six élus au conseil d'administration de



l'ARH et le financement par la Région à hauteur de 12 millions d'euros par an d'équipements hospitaliers autour de la prise en charge du cancer et du développement des technologies de l'information au service du soin. Par ailleurs, réponse à l'insuffisance criante de politique de prévention, à la nécessité d'une démocratisation et d'une homogénéisation du système de soin français, les Verts portent dès 2004 le projet de maisons de santé. En imaginant ces lieux, les élus écologistes souhaitent s'appuyer sur la baisse du nombre de médecins pour réorganiser l'éducation à la santé et la prise en charge sanitaire. Trois maisons devraient ouvrir d'ici la fin du mandat, on en lira un peu plus ci-contre.

Solidaires ici avec ceux d'ailleurs

L'accueil dans des conditions dignes des victimes des déséquilibres nord/sud et de la mondialisation est une exigence non négociable pour les Verts. Alors que, dans une grande communion politique, la quasi-totalité des responsables régionaux s'étaient réjouis de la fermeture au pas de charge du centre de Sangatte en 2002, les Verts n'ont depuis cessé de réclamer l'ouverture d'une antenne de jour pour les migrants, toujours aussi nombreux à être livrés à eux-mêmes autour de Calais. Victoire de haute lutte, les militants locaux, soutenus par les élus régionaux, sont parvenus à réunir un consensus autour de ce lieu d'accueil.

« Le Président de Région et les élus locaux, y compris la nouvelle maire de Calais ne s'y opposent plus, explique Catherine Bourgeois, conseillère régionale et Calaisienne. Il est évident qu'on nous mettra des bâtons dans les roues, notamment au niveau de l'Etat, mais par rapport à la situation il y a quatre ans, c'est une véritable révolution. On progresse un peu sur le plan des droits et du respect de la personne humaine. » ●



Réinventer, l'air de rien, le système de santé

La crise de la démographie médicale dans la région n'est finalement peut-être pas si problématique ?

Peut-être pas en effet, à condition de sortir de la logique comptable qui prévaut aujourd'hui dans l'organisation des soins en France. Plutôt que de se lamenter sur la baisse en cours du nombre de médecins, généralistes comme spécialistes, regroupons les forces et repensons le système. Les maisons de santé ont cette ambition : elles pourraient représenter une refonte de l'offre de premier recours : chacun pourrait y trouver son médecin bien sûr mais aussi d'autres professionnels de santé pour la prise en charge quotidienne et la prévention, parent pauvre de la sécu (moins de 2% des dépenses de l'assurance-maladie). Ces lieux représenteraient aussi une nouvelle façon d'articuler la médecine de ville et l'hôpital : chaque maison serait en lien étroit avec l'établissement hospitalier local mais aussi avec les services spécialisés régionaux pour la prise en charge des pathologies plus lourdes. Pour les patients, c'est l'assurance d'un accès plus démocratique et plus homogène à l'information et, au final, au soin.

Mais comment fait-on mieux avec moins de médecins ?

Aujourd'hui, quand vous allez chez votre généraliste, il est seul et réalise donc tous les actes. Dans une maison de santé, une infirmière, dans le cadre de ce qu'on appelle la délégation des tâches, pourrait en prendre une partie en charge. Plus loin, on manque aujourd'hui d'ophtalmologistes qui sont des médecins très spécialisés travaillant par exemple au laser

pour gommer une cornée. On peut très bien imaginer un système où des opticiens assurent une sorte de pré-diagnostic, écartent ce qu'ils peuvent prendre en charge seuls et n'envoient vers les ophtalmologistes que les cas relevant de cette compétence ou sur lesquels ils ont un doute. Enfin, la mise en place d'une vraie politique de prévention permettrait à terme de diminuer le recours aux soins médicaux. Par ailleurs, je pense que les maisons de santé sont des instruments adaptés à la prise en charge des maladies chroniques qui sont en constante augmentation : le cancer, le diabète, l'obésité... et là encore, un certain nombre d'actes peuvent être pris en charge par d'autres professionnels que des médecins.

L'idée des maisons de santé est séduisante. Qu'est-ce qu'on attend pour les mettre en place ?

Le système de santé est à ce point complexe, éclaté et conservateur qu'il oppose une inertie fabuleuse. Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur cette idée que nous portons depuis 2004 et pourtant rien ne bouge vraiment. Je dois dire qu'au sein des Verts en général, il n'est pas évident de se faire entendre sur le sujet. Les Verts adorent débattre des heures entières en CNIR des médecines douces, de la nocivité des antennes relais... mais le cambouis du système ne suscite pas l'ivresse. Il n'empêche trois maisons devraient ouvrir dans la région d'ici la fin du mandat, d'autres sont bien avancées. ●



Michel Autès,
vice-président chargé
de la prévention et de
la santé

Regards croisés



“Notre bilan est une force”

Que retenir de ces 16 ans ?

Le TER et les vélos dans le TER. Pour moi, qui n'étais pas très impliquée dans le mouvement il y a vingt ans, le changement est radical: la politique des transports est vraiment le point fort des Verts à la Région.

Qu'est-ce que la présence de Verts au pouvoir a changé à votre vie de militante ?

Je dirais que leurs engagements concrets et leurs résultats ont été un élément de crédibilisation très fort. Nous, Verts, avons prouvé que nous étions capables de gérer une Région et en même temps de faire bouger les choses dans des domaines aussi variés que l'environnement, la culture, la démocratie participative ou la santé. En tant que militante de terrain, notre bilan est une force. On a cessé de nous regarder comme de doux rêveurs bien gentils.

Avez-vous le sentiment que le pouvoir a éloigné les élus de la base des militants ?

Très franchement, non. D'abord, nous sommes en lien au sein du conseil d'administration régional où les élus sont régulièrement présents. Ensuite, on se retrouve sur le terrain, lors de luttes. Je pense bien sûr à la lutte contre l'A24 ou les OGM sur lesquelles Dominique Plancke et bien d'autres ont été très présents.

Un dernier mot sur l'incapacité, pour l'heure, à transformer cette crédibilité en résultats électoraux ?

Il y a chez les électeurs un part d'inertie ou de peur. Les gens veulent bien reconnaître l'urgence écologique mais de là à bousculer leurs habitudes et à voter Vert... il y a un pas. Je remarque cependant le succès de Jean-François Caron à Loos-en-Gohelle, réélu au premier tour avec 82% en menant une politique résolument verte dans une commune populaire.

Nathalie Flautre
professeur d'éducation physique et sportive,
militante depuis 20 ans, Arras



“Leurs idées sont au pouvoir, mais eux pas vraiment”

En 1992, au lendemain de l'élection de Marie-Christine Blandin, dont vous êtes le principal artisan, vous déclarez « Nous n'aurons pas à rougir devant l'histoire ». Seize ans plus tard, comment définiriez-vous l'apport des Verts à cette région ?

Ils nous ont apporté l'exigence du dialogue. De grands partis comme les nôtres, vieux de plus d'un siècle, ont besoin de se régénérer. Nous avons tendance historiquement à considérer qu'une fois élus, nous sommes légitimes. Eux, à peine sont-ils élus qu'ils ne le sont pas tout à fait, qu'ils estiment inlassablement devoir tendre l'oreille, se remettre en question, vérifier la légitimité, renoncer à la délégation. Ce doute fondamental est pour nous intellectuellement et politiquement une véritable épreuve mais finalement un garde-fou. Aujourd'hui je le trouve indispensable, nous ne saurions plus fonctionner différemment. Sur le plan plus général, l'ensemble de ce que nous faisons est marqué par le dialogue que nous avons avec les Verts. Il n'y a pas de projet exclusivement vert mais plus de projet exclusivement rose.

Le travail en commun est donc si facile ?

Soyons précis. Il est impossible de travailler avec eux si l'on considère le travail de parti à parti. Cela rend les choses difficiles pour quelqu'un comme moi qui a voué sa vie au parti. En fait, ils ne sont pas un parti. Un parti ne vit que de discipline, d'équilibre et, quand il le faut, de compromis. A ce stade, de ce point de vue, bien qu'ils soient pratiquement dans tous les exécutifs sauf les départements, qu'ils aient été associés au gouvernement de la nation, ils ne progressent pas. Ce jugement de valeur est lié à ma croyance fondamentale que les partis sont irremplaçables pour structurer la démocratie. Mais peut-être que s'ils progressaient, ils perdraient ce qui fait leur originalité. Peut-être que s'ils ont gagné, si leurs idées ont été confisquées en une génération, s'ils sont au pouvoir intellectuellement partout, c'est justement parce qu'ils n'étaient pas une formation organisée capable de s'approprier exclusivement le thème de l'environnement. Einstein disait « les

idées c'est rare », les partis ont rarement des idées. C'est comme si instinctivement les Verts qui ne sont qu'idées ne pouvaient courir le risque de se priver de leur substance en devenant un grand parti. Leurs idées sont au pouvoir mais eux n'y sont pas vraiment. Cela dit, si en tant que parti ils n'avancent pas, en tant que gouvernants ils progressent chaque année. C'est agréable de travailler avec eux. Notamment parce qu'ils sont désintéressés, ce ne sont pas des gens de pouvoir.

Sur la priorité au rail, le schéma régional d'aménagement durable du territoire, la mission sur les finalités de l'économie, en effet, les analyses vertes et roses convergent. À quoi attribuez-vous cette capacité d'accord ?

Mon intime conviction est qu'il faut arrimer le Nord-Pas-de-Calais à l'axe rhénan, cet axe de prospérité qui, après l'intermède industriel, représente l'avenir de l'Europe. Cette vision, cette obsession rencontre la priorité absolue que les Verts accordent au développement durable. La région s'engage donc, notamment financièrement, pour le canal Seine-Nord ou pour la desserte ferroviaire des ports de Dunkerque, Boulogne et Calais. Mais si on me dit demain que l'arrimage à cet axe rhénan passe par le grand contournement routier de Lille, avec quelques barreaux autoroutiers supplémentaires, je dis oui. Personnellement, contrairement à quelques Verts parfois un rien intégristes, je ne pense pas qu'on meurt d'un bout d'autoroute supplémentaire. Un jour les voitures seront électriques, on s'en approche. Pourra-t-on alors nier les flux supplémentaires ? Je n'en suis pas sûr. Je persiste à penser que la voiture reste un outil d'individualisation des destins quotidiens tel que les Français n'y renonceront jamais. Mais comme ils sont Français, si on leur offre des transports collectifs à la hauteur, alors peut-on les convaincre, quatre fois sur cinq, de laisser leur voiture au garage.

Daniel Percheron
président du Conseil régional



“Pas assez loin, pas assez vite”

Comment avez-vous vécu l'arrivée des Verts à la tête de l'exécutif ?

L'arrivée des Verts pour la droite représentait une incongruité. D'abord, ils incarnaient pour nous le refus de la Gauche de jouer le jeu démocratique de l'alternance. Tout était bon pour nous écarter du pouvoir. Ensuite, la majorité de mes collègues s'interrogeaient tout simplement sur les capacités de ces inconnus, d'un prof de collègue, à diriger la troisième région de France. Un an après l'élection, les choses étaient stabilisées. Au cours du mandat, je dirais même que Marie-Christine Blandin a acquis une véritable stature.

Comment jugez-vous leur apport à la région ?

Je dois avouer avoir été assez souvent ironique à leur endroit. Je me souviens par exemple du batracoduc, le pont à batraciens. Franchement, ça me semblait relever d'une incapacité à hiérarchiser les problèmes. Au final, ils avaient raison, derrière les grenouilles, il y avait la question de la biodiversité qu'ils ont su anticiper avec force. Par ailleurs, ils se sont révélés bons gestionnaires, tout à fait à la hauteur de leur tâche. Leur mérite a aussi été de bousculer le PS qui, sur l'environnement, est beaucoup plus conservateur que la droite.

Décidément, entre Daniel Percheron et vous, que de louanges !

Attention, je suis aussi critique. Je déplore notamment, disons, ce que je qualifierais avec les mots d'aujourd'hui de côté *people* du début du premier mandat : cette façon de privilégier ce qui est tendance et d'avant-garde au détriment de certains problèmes plus lourds. Sur la protection des eaux souterraines, sur la santé, sur les friches polluées, sur les antennes relais aujourd'hui, je pense qu'ils ne sont pas allés assez loin, assez vite. Ce sont finalement de très bons aiguillons, mais la situation exige plus. Je dois dire à leur décharge que plus leurs idées se diffusent et sont reprises, moins leur capacité d'action propre a des chances de s'améliorer.

Christian Decocq
ancien élu régional UMP



La révolution des idées

Que retenir-vous de ces 16 ans ?

La capacité à changer le monde, et à le faire tout de suite. Je retiens aussi que nous ne le faisons pas n'importe comment. Nous avons évité le dogmatisme et privilégions l'écoute, le dialogue, la co-construction. En fait, pour avoir été militante maoïste, je crois que c'est la seule possible, la révolution ne marche pas et l'attente du grand soir façon extrême-gauche non plus. Nous, on essaye. Même si l'état de la planète est inquiétant, je suis optimiste car nous avons mené une véritable révolution culturelle, on a gagné, nos idées sont partout. C'est un peu comme le MLF, dont j'ai aussi été militante, la condition des femmes a changé, même sans victoire électorale.

Justement, l'absence de victoire électorale, ce n'est pas démotivant pour une militante politique ?

Non. Qu'est-ce qui est important ? Que les choses se fassent ! Je ne suis pas sûr que nous améliorions beaucoup nos scores électoraux mais nos idées sont reprises et portées. Nous n'avons d'ailleurs que faire d'une éventuelle hégémonie. Et puis, pour être exact, électoralement, nous avons tout de même un poids. Je ne parle pas seulement du bon score à Loos-en-Gohelle. Ici, à Calais par exemple, entre les deux tours, le maire sortant nous a sous-estimé et nous a refusé le nombre d'élus sur sa liste que nous estimions nécessaire pour pouvoir peser et mener les politiques publiques dont la ville a besoin. Nous avons refusé la proposition et avons publiquement dit que sa candidature ne nous semblait pas porteuse d'espoir. Il a perdu.

Mireille Gest-Bayle
enseignante,
militante écologiste depuis 38 ans,
conseillère régionale 1998-2004, Calais

Région Nord-Pas-de-Calais



Ch'tis verts

Entre *Germinal* et *Bienvenue chez les Ch'tis*, le Nord-Pas-de-Calais, c'est:

- Deux révolutions industrielles, deux guerres mondiales
- 2,6% du territoire national, 50% des friches industrielles
- Un territoire morcelé par l'urbanisation et les voies de communication (surtout routières)
- Une région sur le podium pour la surmortalité par cancer, maladies cardio-vasculaires, suicide
- Une espérance de vie inférieure à la moyenne nationale
- Un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale



mais le Nord-Pas-de-Calais c'est aussi:

- Le laboratoire de nombreuses politiques imaginées pour faire face à ce lugubre bilan
- La région où on a inventé le TER GV, la première ferme éolienne, l'expérimentation ARH
- La seule Région de France jamais administrée par les Verts
- 4 millions d'habitants
- Les corridors biologiques du Boulonnais et de l'Avesnois
- Une région qui fait 15 millions d'entrées au cinéma avec tout ce qu'on vient de dire

Dans la région, les Verts comptent 2 500 000 militants et 57 538 élus locaux en devenir...

Au Conseil régional:

1992-1998

Henri Bailleul, Marie-Christine Blandin, Bernard Caron, Luc Coppin, Guy Hascoët, Maryse Mispelaere, Christine Soudans, Jean-François Caron (GE), Gilles Pennequin (GE), Alain Tredez

1998-2004

Marie-Christine Blandin, Louardi Boughedada, Jean-François Caron, Maryse Faber-Rossi, Mireille Gest, Dominique Plancke, Alain Pruvost, Ginette Verbrugge

2004-2010

Michel Autès, Alain Alpern, Catherine Bourgeois, Jean-François Caron, Emmanuel Cau, Myriam Cau, Florence Lecocq, Dominique Plancke, Ginette Verbrugge

Groupe Les Verts – Conseil régional Nord-Pas-de-Calais

Siège de Région - 151, avenue du Président Hoover
59555 Lille Cedex

Tél : 03 28 82 55 90. – Fax : 03 28 82 59 35.

Messagerie électronique du groupe : lesverts.crnpsc@wanadoo.fr